

GE_GERICHTE A/2215/2022 vom 20. Dezember 2022

GE Cour de justice, 2022-12-20, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_A_2215_2022

FR: GE_GERICHTE A/2215/2022 du 20 décembre 2022

IT: GE_GERICHTE A/2215/2022 del 20 dicembre 2022

Erwägungen

E. 1

ère section dans la cause Monsieur A_____ représenté par Me Antoine BOESCH, avocat contre OFFICE CANTONAL DE LA POPULATION ET DES MIGRATIONS _____
Recours contre le jugement du Tribunal administratif de première instance du 19 août 2022 (JTAPI/844/2022) EN FAIT 1) Par jugement du 19 août 2022, le Tribunal administratif de première instance (ci-après : TAPI) a déclaré irrecevable pour défaut de paiement de l'avance de frais dans le délai imparti le recours formé le 1 er juillet 2022 par Monsieur A_____ contre la décision de l'office cantonal de la population et des migrations (ci-après : OCPM) du 27 mai 2022.![endif]>![if> Par courrier recommandé du 6 juillet 2022, le TAPI lui avait imparti un délai au 5 août 2022 pour acquitter l'avance de frais de CHF 500.-, sous peine d'irrecevabilité. Selon le système de suivi des envois de la poste, le pli recommandé avait été distribué au recourant le 7 juillet 2022, à son domicile élu auprès de son avocat. 2) Par courrier adressé au TAPI le 1 er septembre 2022, M. A_____ a requis une restitution de délai, faisant valoir qu'il avait réglé par erreur une note d'honoraires de son avocat d'un montant de CHF 538.50 en lieu et place de celle de l'avance de frais de CHF 500.-, les deux factures datant de la même période. Une fois informé de son erreur, à réception du jugement du 19 août 2022, il s'était acquitté de ladite avance, le 22 août 2022. Il était surpris de n'avoir reçu aucun délai de grâce pour le paiement de ladite avance, comme cela était pratiqué dans certaines procédures civiles, ce qui était contraire à l'égalité de traitement au sens de l'art. 8 Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101).![endif]>![if> 3) Par courrier du 5 septembre 2022, le TAPI a fait suivre cette requête à la chambre administrative de la Cour de justice (ci-après : la chambre administrative) pour raison de compétence.![endif]>![if> 4) Le 11 octobre 2022, l'OCPM a indiqué n'avoir pas d'observations à formuler.![endif]>![if> 5) Le 14 octobre 2022, les parties ont été informées que la cause était gardée à juger.![endif]>![if> EN DROIT 1) Interjeté en temps utile devant la juridiction compétente, le recours est recevable (art. 132 de la loi sur l'organisation judiciaire du 26 septembre 2010 - LOJ - E 2 05 ; art. 62 al. 1 let. a de la loi sur la procédure administrative du 12 septembre 1985 - LPA - E 5 10), étant précisé que le TAPI a transmis la cause pour raison de compétence à la chambre de céans en application de l'art. 64 al. 2 LPA.![endif]>![if> 2) a. L'exigence de l'avance de frais et les conséquences juridiques en cas de non-paiement de celle-ci relèvent du droit de procédure cantonal. Les cantons sont libres, dans le respect des garanties constitutionnelles, d'organiser cette matière à leur guise (arrêt du Tribunal fédéral 2C_1022/2012 du 25 mars 2013 consid. 5.1 ; ATA/1262/2017 du 5 septembre 2017 consid. 2a et les références citées).![endif]>![if> b. En vertu de l'art. 86 LPA, la juridiction invite le recourant à faire une avance ou à fournir des sûretés destinées à couvrir les frais de procédure et les émoluments présumables ; elle fixe à cet effet un délai suffisant (al. 1). Si l'avance n'est pas faite dans le délai imparti, la juridiction déclare le recours irrecevable (al. 2). À rigueur de

texte, l'art. 86 LPA ne laisse aucune place à des circonstances extraordinaires qui justifieraient que l'avance de frais n'intervienne pas dans le délai imparti. La référence au « délai suffisant » de l'al. 1 de cette disposition laisse une certaine marge d'appréciation à l'autorité judiciaire saisie (ATA/184/2019 du 26 février 2019 consid. 3c ; ATA/916/2015 du 8 septembre 2015 consid 2c). c. Selon la jurisprudence constante, il convient d'appliquer par analogie la notion de cas de force majeure de l'art. 16 al. 1 LPA afin d'examiner si l'intéressé a été empêché sans sa faute de verser l'avance de frais dans le délai fixé (ATA/158/2020 du 11 février 2020 consid. 2d ; ATA/38/2020 du 14 janvier 2020 ; ATA/636/2017 du 6 juin 2017 consid. 4b et les références citées). d. Tombent sous la notion de force majeure les événements extraordinaires et imprévisibles qui surviennent en dehors de la sphère d'activité de l'intéressé et qui s'imposent à lui de façon irrésistible (ATA/160/2019 du 19 février 2019 consid. 2b ; ATA/916/2015 précité consid 2c ; ATA/378/2014 du 20 mai 2014 consid. 3d ; ATA/515/2009 du 13 octobre 2009 consid. 4b). Les conditions pour admettre un empêchement sont très strictes. Ce dernier doit être imprévisible et sa survenance ne doit pas être imputable à faute à l'administré (arrêt du Tribunal fédéral 2P.259/2006 du 18 avril 2007 consid. 3.2 et la jurisprudence citée ; ATA/1028/2016 et ATA/916/2015 précités consid. 2c ; ATA/735/2015 du 14 juillet 2015 consid. 3b et la jurisprudence citée), partant de son représentant. Il doit être de nature telle que le respect des délais aurait exigé la prise de dispositions que l'on ne peut raisonnablement attendre de la part d'un homme d'affaires avisé (ATA/544/2013 du 27 août 2013 consid. 8b ; ATA/397/2013 du 25 juin 2013 consid. 9 ; Danielle YERSIN/Yves NOËL, Commentaire de la loi sur l'impôt fédéral direct, 2008, ad art. 133, n. 14 et 15 p. 1283). A été considéré comme un cas de force majeure donnant lieu à restitution de délai le fait qu'un détenu, qui disposait d'un délai de recours de trois jours, n'ait pu expédier son recours dans ce délai, du fait qu'il ne pouvait le poster lui-même et qu'en outre ce pli avait été soumis à la censure de l'autorité (ATA/515/2009 précité consid. 6). Il en allait de même du recourant qui se voyait impartir, par pli recommandé, un délai de quinze jours pour s'acquitter d'une avance de frais alors que le délai de garde pour retirer le pli en question était de sept jours, de sorte qu'il ne restait qu'une semaine au justiciable pour s'exécuter (ATA/477/2009 du 20 septembre 2009 consid. 5). En revanche, n'a pas été considérée comme un cas de force majeure la maladie, celle-ci n'étant admise comme motif d'excuse que si elle empêche le recourant d'agir par lui-même et de donner à un tiers les instructions nécessaires pour agir à sa place (ATA/50/2009 du 27 janvier 2009 consid. 3c). e. Le formalisme excessif, prohibé par l'art. 29 al. 1 de la Constitution fédérale de la Confédération suisse du 18 avril 1999 (Cst. - RS 101), est réalisé lorsque la stricte application des règles de procédure ne se justifie par aucun intérêt digne de protection, devient une fin en soi, complique de manière insoutenable la réalisation du droit matériel ou entrave de manière inadmissible l'accès aux tribunaux (ATF 135 I 6 consid. 2.1 p. 9 ; 134 II 244 consid. 2.4.2 ; ATA/1077/2015 du 6 octobre 2015 consid. 6a ; ATA/836/2014 du 28 octobre 2014 consid. 7a). Il n'y a pas de rigueur excessive à ne pas entrer en matière sur un recours lorsque, conformément au droit de procédure applicable, la recevabilité de celui-ci est subordonnée au versement d'une avance de frais dans un délai déterminé. Il faut cependant que son auteur ait été averti de façon appropriée du montant à verser, du délai imparti pour le paiement et des conséquences de l'inobservation de ce délai (ATF 104 Ia 105 consid. 5 ; arrêts du Tribunal fédéral 2C_734/2012 du 25 mars 2013 consid. 3.1 ; 2C_645/2008 du 24 juin 2009 consid. 2.2). La gravité des conséquences d'un retard dans le paiement de l'avance sur la situation du recourant n'est pas pertinente (arrêts du Tribunal

fédéral 2C_703/2009 du 21 septembre 2010 consid. 4.4.2 ; 2C_645/2008 précité consid. 2.2 ; 2C_450/2008 du 1^{er} juillet 2008 consid. 2.3.4). 3) a. En l'espèce, le recourant a été dûment averti par le TAPI des conséquences de l'inobservation du délai pour le paiement de l'avance de frais. Il disposait dès la communication par son conseil de la demande d'avance de frais du 6 juillet 2022, d'un mois environ pour s'en acquitter, soit un délai qui doit être considéré comme suffisant. Le recourant ne conteste pas avoir laissé s'écouler le délai sans réagir. L'avance de frais n'ayant pas été versée à l'échéance fixée, le TAPI a déclaré le recours irrecevable en application de l'art. 86 al. 2 LPA. Conformément à la jurisprudence susmentionnée, il n'avait pas à accorder de second délai. Le recourant mentionne en vain la pratique différente prévue en procédure civile, la LPA laissant les juridictions administratives libres d'établir leur propre pratique en ce domaine. À cet égard, la pratique du délai de grâce reconnue par la jurisprudence à certaines conditions en matière civile n'est pas transposable en droit public cantonal. Il faut encore que la législation prévoie expressément une telle possibilité (arrêts du Tribunal fédéral 1C_320/2013 consid. 3.2 ; 9C_893/2011 consid. 4.1). Le Tribunal fédéral a d'ailleurs pu rappeler que cette pratique n'était ni arbitraire, ni contraire à l'égalité de traitement ni ne constituait non plus un formalisme excessif (arrêt du Tribunal fédéral 2D_11/2018). b. Le recourant évoque une erreur. Il aurait confondu deux paiements à faire, soit une facture d'honoraires en faveur de son avocat et l'avance de frais, les deux d'un montant très proche et concernant sa procédure avec l'OCPM. Ce faisant, il n'invoque pas un cas de force majeure au sens des principes restrictifs rappelés plus haut, son erreur résultant uniquement de son inattention, dans un contexte où il pouvait s'attendre à devoir payer une avance de frais en temps utile, à la suite du dépôt de son recours auprès du TAPI. En cas de doute, il lui appartenait de se renseigner auprès de son conseil. Le recourant échoue ainsi à établir qu'il se serait trouvé empêché d'acquitter à temps l'avance de frais réclamée par le TAPI en raison d'un cas de force majeure. Mal fondé, son recours sera rejeté. 4) Vu l'issue du litige, un émolument de CHF 400.- sera mis à la charge du recourant qui succombe (art. 87 al. 1 LPA), et aucune indemnité de procédure ne sera allouée (art. 87 al. 2 LPA).

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.